

86. Straton Sinzabakwira

Straton Sinzabakwira était bourgmestre de la commune de Karengera (ex-préfecture de Cyangugu) dont il est originaire. Il était également membre du bureau politique du Parti Social Démocrate (PSD) en 1994. Il est actuellement détenu dans la prison centrale de Rusizi pour sa participation au génocide et a procédé aux aveux de culpabilité. Il a été auditionné par la Commission en sa séance publique du 13/12/2006.

Son témoignage porte sur l'appui de l'Etat français avant, pendant et après le génocide à l'intérieur du Rwanda et dans l'ex-Zaïre.

« Je suis une des autorités locales qui étaient en fonction pendant le génocide de 1994, j'étais bourgmestre de la commune de Karengera, et je suis l'un de ceux qui ont avoué leur rôle dans le génocide des Tutsi qui a eu lieu au Rwanda. Le témoignage que je vais vous présenter touche en particulier au rôle des Français dans le génocide avant, pendant et après.

Les relations entre la France et le Rwanda sont historiques. Elles datent du temps du régime de Grégoire Kayibanda, et se sont intensifiées surtout en 1975 après la prise du pouvoir par Habyarimana, à telle enseigne que dans ses décisions, surtout celles du domaine militaire, Habyarimana consultait préalablement l'Etat français. La coopération et la collaboration entre la France et le Rwanda étaient intenses particulièrement dans le domaine militaire. Cette coopération s'exprimait en terme d'armement, de munition, de formation, de conseillers militaires qui devaient approuver tout ce qui devait se faire dans ce domaine. Les soldats français supervisaient et appuyaient les FAR dans la préparation et l'entraînement des Interahamwe.

L'engagement de l'Etat français au coté du régime Habyarimana s'est surtout concrétisé après l'attaque du FPR en 1990, quand la France a envoyé des soldats et des armes pour aider Habyarimana, prétendant qu'ils étaient venus assurer la sécurité des ressortissants français et d'autres étrangers par application des accords que la France avait signés avec le gouvernement rwandais. Les militaires français ont participé aux combats aux côtés des FAR dans l'Umutara, Byumba, Ruhengeri et ailleurs. Au vu et au su de tout le monde, la France s'était engagée à sauvegarder le régime Habyarimana. C'est pourquoi elle a du mal même aujourd'hui à supporter l'échec.

Les informations que je donne ici sont des informations fiables que je tenais de André Ntagerura, un des ministres originaire de la commune Karengera qui a passé treize ans au gouvernement et avec qui nous discussions souvent. Il me montrait comment le gouvernement était soutenu, il me parlait des programmes français d'aide au Rwanda, il

disait que les Inkotanyi n'allaient jamais gagner. Par exemple, les Français insistaient pour que Bagosora soit le directeur de cabinet au ministère de la Défense. Cela avait causé beaucoup de problèmes, tellement que ceux qui avaient les rênes du pouvoir, les Bakiga, dans leur cercle restreint, commençaient à se chamailler à cause de cette nomination. Ma position de dirigeant de la commune me permettait de parler aux dirigeants du pays, et d'avoir accès aux informations de cet ordre ».

A propos du rôle de la France dans la période qui a précédé le génocide :

« La mission première des militaires français de l'opération Noroît était de protéger le régime Habyarimana. Les militaires de cette opération ont combattu aux côtés des FAR au front et contrôlaient des barrières. Dans cette même période, par endroits, ils assuraient la formation des Interahamwe, et Impuzamugambi⁷ à Gabiro près du Parc national, au mont Jali et à Bigogwe. Ces entraînements consistaient en techniques de combat sans armes, à l'utilisation et au maniement d'armes à feu (pistolets, fusils, grenades) ou blanches comme le mucaku, de petites haches à deux bouts dont l'un tranchant et l'autre en forme de marteau et des machettes. Ce sont les Français qui leur montraient comment les utiliser.

La formation était particulièrement destinée aux dirigeants des Interahamwe et des Impuzamugambi. Après la formation, ceux-ci retournaient dans leurs communes d'origine avec des armes qui leur étaient distribuées pour former les autres. Les Interahamwe de ma région qui ont bénéficié de cette formation sont entre autres Christophe Nyandwi qui était président des Interahamwe dans la préfecture de Cyangugu, Anaclet Nsengumuremyi président des Interahamwe de la commune de Karengera, Athanase Nduziye, originaire de la commune Nyakabuye et chef des Interahamwe de Bugarama, Seick Yussuf Munyakazi ,....

Au mont Jali, j'ai moi-même vu des militaires français qui y formaient les Interahamwe lorsque j'étais allé voir mon beau frère, le premier sergent major Tharcisse Nyilinkindi, qui collaborait avec eux pour dispenser cette formation. Même s'ils ne m'ont pas permis d'entrer dans le camp de formation, mon beau frère m'a expliqué l'objet de sa mission à cet endroit, car je n'avais pas pu le trouver à Ruhengeri où il était censé être. Le reste d'informations sur ces formations d'Interahamwe, je les obtenais facilement en tant qu'autorité, des soldats originaires de la commune Karengera qui revenaient du front et qui étaient en vacances dans ma commune et surtout de mon ami le capitaine Fidèle Hategekimana qui était de ma commune également.

Les militaires français savaient bien que les personnes formées étaient des miliciens Interahamwe et des Impuzamugambi, qui, par la suite,

⁷ La jeunesse de la Coalition pour la Défense de la République (CDR).

allaient commettre des tueries, cela va sans dire, puisqu'ils avaient une tenue différente de celle des FAR qui permettait de les distinguer. Dans leurs séances d'animation et dans leurs slogans en présence des Français, ils ne cessaient pas de chanter : « Tuons les, finissons les Tutsi, mangeons leurs vaches, le Tutsi est un serpent, le serpent ne peut pas faire peur à un blindé ». L'intention d'exterminer les Tutsi avait déjà été annoncée dans les médias, à travers les chansons et les discours lors des rassemblements populaires. Les Français étaient présents, ils observaient tout, ils savaient tout. Et curieusement, ils ont continué à soutenir le régime de Habyarimana sur le front militaire, sur les barrières, dans l'entraînement des miliciens, et la distribution des armes aux mêmes miliciens. Aussi, les soldats français ont-ils participé aux massacres des Tutsi dans le Bugesera, et chez les Bagogwe de Gisenyi avec les Interahamwe et les FAR. Malgré le rapport du responsable de la MINUAR aux Nations Unies en octobre 1993 dénonçant la planification du génocide des Tutsi, l'armée française a continué à former les Interahamwe, les Impuzamugambi et les FAR et à leur fournir des armes. Par ailleurs, après la signature des accords d'Arusha sur le retrait de tous les militaires français qui étaient au Rwanda, une quarantaine de soldats français composés surtout de conseillers militaires, d'instructeurs, d'officiers et militaires qui utilisaient l'artillerie lourde sont restés officieusement et ont continué à soutenir les Interahamwe et les FAR, jusqu'à ce que le génocide commence.

Lorsque le génocide a atteint son point culminant au mois de Juin 1994, la France s'est rendue compte de la défaite militaire et politique du régime Habyarimana et a dû intervenir sous le couvert de Turquoise pour porter secours à ses alliés et pour pouvoir dissimuler toute preuve de son implication dans le génocide. Au moment même de l'opération Turquoise, les Français collaboraient avec les tueurs pour exécuter le génocide. Ils soutenaient ceux qui tuaient, leur apprenaient comment tuer, leur donnaient des armes, sélectionnaient aussi des gens qui devaient être tués et abandonnaient les victimes à leur sort.

Les militaires français visitaient toutes les communes et tenaient des réunions avec les bourgmestres ou avec les dirigeants des Interahamwe pour nous donner des consignes de comportement à adopter. Lorsqu'ils sont arrivés à Cyangugu, ils contrôlaient tout, supervisaient et donnaient des instructions pour renforcer les rondes afin d'empêcher le FPR de s'infiltrer. Pour les reconnaître, ils nous ont donné la consigne de regarder sur les épaules s'il n'y a pas de traces de port d'armes et de vérifier sur les jambes les traces de bottines. A Cyangugu, après avoir vu les corps de personnes tuées flotter sur le lac Kivu et dans la rivière Rusizi, ils ont suggéré aux tueurs d'ouvrir les ventres des cadavres flottant et de les remplir de pierres pour qu'ils puissent couler. Ils ont fait le tour des barrières en donnant ces instructions aux tueurs. Ils voulaient cacher les preuves du génocide aux journalistes internationaux. On m'a dit cela, et moi-même je l'ai vu ».

« Les militaires français de l'opération Turquoise se sont impliqués dans le génocide des Tutsi, et voici comment :

1. À la barrière de Ntendezi dans la commune Karengera dont j'étais bourgmestre, j'étais là avec Christophe Nyandwi, chef des Interahamwe à Cyangugu, et les soldats français sont venus à l'endroit où nous contrôlions les voitures qui venaient de Gitarama, de Butare et de Gikongoro. Nous cherchions des Tutsi dans ces voitures, parce que personne ne pouvait franchir la barrière sans montrer sa carte d'identité pour nous assurer qu'il était effectivement hutu. Nous avons mis de côté cinq Tutsi. Nous étions avec les Interahamwe en uniforme et le chef des Interahamwe de la région Christophe Nyandwi. Les militaires français sont sortis de leurs véhicules et nous avons discuté avec eux. Nous leur avons dit que nous étions en train de chercher l'ennemi. Ils connaissaient Nyandwi comme leader des Interahamwe, ils le rencontraient à la préfecture et dans des réunions. Ils nous ont garanti leur soutien et ont repris la route. Ceux qui étaient derrière dans leurs véhicules ont levé leurs mains en l'air en signe de soutien. Nyandwi a emmené les cinq Tutsi et les a tués entre la commune Gisuma et l'usine de thé de Shagasha. S'ils étaient venus dans le cadre humanitaire, ils auraient pu sauver et évacuer ces Tutsi ;
2. A Nyarushishi où les Tutsi se cachaient, les Français violaient les femmes et les filles dans les tentes et dans le bois d'à côté. Et dans leur soi-disant action humanitaire, ils ne donnaient pas de nourriture aux réfugiés. Ceci m'a été rapporté par la population qui allait vendre des marchandises aux réfugiés de ce camp. J'utilisais ces gens-là en tant qu'autorité pour avoir des informations sur la manière dont ces réfugiés vivaient, comment étaient les relations entre les Français et les réfugiés. L'opération Turquoise n'avait aucun caractère humanitaire. C'était une mission de soutien et de protection des Interahamwe pour leur permettre de fuir ;
3. Dans la forêt de Nyungwe à Gasare, les soldats français capturaient des gens, les ligotaient, les mettaient dans des sacs, les chargeaient dans des hélicoptères et allaient les jeter dans la forêt. Les victimes étaient qualifiées de complices d'Inkotanyi. D'après les informations que je recevais des personnes qui fuyaient Kigali, ceux qui ont été tués par les Français en les jetant par l'hélicoptère dans la forêt de Nyungwe, étaient nombreux. J'ai vu moi-même les corps de deux hommes ligotés qui ont été jetés par les militaires français à Gasare commune Karengera. Mis à part ceux-là, d'autres personnes ont subi le même sort. Après la défaite des FAR et avant d'aider les tueurs à s'échapper vers l'ex-Zaïre, actuelle République Démocratique du Congo, les militaires français de Turquoise ont tenu à éliminer d'abord toutes les traces du cannabis qui était cultivé dans la forêt de Nyungwe. Ils ont collecté ce qui avait été récolté, puis éliminé toutes les traces en détruisant cette plantation et en tuant le personnel qui l'entretenait, ainsi que ceux qui ont aidé à sa destruction. Selon les

informations que je tiens de mon ami Emmanuel Nteziryayo qui était bourgmestre de la commune de Mudasomwa, avec qui j'étais dans le camp au Zaïre l'agronome qui était chargé d'entretenir cette plantation a été tué de cette manière autour du 5 juillet 1994.

- 4. Moi-même, j'ai été battu par les soldats français autour du 15 juillet 1994, lorsqu'ils ont appris des Interahamwe que j'avais aidé Claudien Kanyeshyamba à fuir vers le Burundi. Les Français sont venus me chercher, parce qu'ils leur avaient été dits que je travaillais pour l'ennemi et que j'avais des armes qui devaient être utilisées par les Inkotanyi une fois arrivés dans cette région. Les militaires français sont venus fouiller chez moi, ils n'ont rien trouvé mais m'ont harcelé et battu. Ils ont fait la même chose pour ma famille ;*
- 5. Les militaires français ont exfiltré les criminels et encouragé la population à s'exiler. Ils mimaient le geste de couper la gorge en incitant la population à fuir. A Bugarama, ils sortaient les gens de force de leurs maisons.*
- 6. Au Zaïre, ils ont monté des camps de formation pour les soldats qui devaient revenir attaquer le Rwanda. Dans les camps de Bulonge, dans la zone de Walungu au sud Kivu, il y avait un camp de formation. Ils distribuaient également des armes. Très souvent les attaques sont venues de là pour destabiliser le Rwanda en tuant les dirigeants et en détruisant les actions de développement. C'est surtout dans ce camp qu'ils ont distribué les M16, G3 et autres armes. Dans les camps de réfugiés de Nyangezi-Murura, Kashusha et Kamanyola, les Interahamwe et les jeunes gens étaient également formés pour attaquer le Rwanda, pour tuer et pour détruire tous les efforts de progrès. Ils brûlaient les maisons. Cela a été fait dans les communes de Karengera, Nyakabuye et ailleurs.*

Le site le plus important était à Bulonge où les armes étaient stockées (l'artillerie lourde, les bombes et autre) et c'est là même qu'ils recevaient des consignes pour attaquer le Rwanda. Kamanyola et d'autres localités étaient des centres satellitaires où les jeunes gens étaient formés. Ceci n'était un secret pour personne, et surtout pas pour moi qui faisais partie de la catégorie des autorités qui organisaient les réunions de planification de ces actes auxquels participaient les militaires français qui nous mobilisaient et nous assuraient de la disponibilité des armes et de tous les moyens nécessaires. De telles réunions avec les militaires français se sont tenues à Bukavu à la Frégate), à Kashusha, à Uvira, à Burongi.

- 7. Dans le camp de formation de Kamanyola dans la localité de Rubalika où je m'étais réfugié, les militaires français ont continué à nous aider, à nous préparer pour attaquer le Rwanda jusqu'en 1996, date de leur défaite au Zaïre. De là encore une fois, ils ont choisi d'exfiltrer les dignitaires de l'Etat génocidaire et leurs familles. Ils ont fait venir un*

avion de Nairobi pour les amener au Kenya, à Bangui, au Cameroun et à Paris.

Pour conclure, il précise : " *Si la France n'avait pas joué un rôle dans la planification, dans l'exécution du génocide tel que je viens de le décrire, le génocide des Tutsi de 1994 n'aurait pas pu avoir une ampleur aussi importante. Ça aurait pu avoir lieu, mais à une petite échelle comme celles des régimes Kayibanda et Habyarimana qui avaient l'habitude de tuer les Tutsi à chaque attaque des Inyenzi*".

87. Sylvestre Munyandinda

Sylvestre Munyandinda était agent agricole et résidait dans le district de Nyagatare avant le génocide. Incarcéré pour génocide, il a été entendu par la Commission le 21/02/2007 à Nyagatare comme les témoins de faits. Son témoignage porte principalement sur les actes des militaires français dans la participation au combat et la formation dans la région du Mutara :

« Vers le 14 octobre 1990 la population a été déplacée par les autorités militaires, parce que la région était devenue une zone de combat. Les uns sont allés dans l'ex- commune de Ngarama, les autres à Gihengeri et dans l'ex-commune de Rebero. Au moment de l'évacuation de cette région, les militaires français avaient déjà installé leurs armes sur la colline de Mibare et pilonnaient l'ex-commune de Muvumba et la zone d'élevage que l'on appelait Amarashi. J'ai vu des militaires français arriver à huit heures, pilonner jusqu'à 14h. Ils sont repartis, je ne sais où, avec leur matériel de combat.

Au fur et à mesure que la guerre entre le FPR et les ex-Far s'accroissait, les militaires français déplaçaient leurs armes lourdes pour les réinstaller sur la colline de Kanero d'où ils pilonnaient Amarashi ou sur le rocher de Ngarama pour pilonner à Mukama et Rwibayi. Ils avaient installés trois armes lourdes sur le versant de la colline Rubare, chacune étant maniée d'une manière rotative par six militaires français et un ex-Far. Le premier jour du pilonnage, la population était venue assister à cette opération étrange, le deuxième jour, les ex-responsables de cellule ont chassé la foule pour la protéger en cas de riposte du FPR. Seuls les jeunes enfants y retournaient pour demander des sardines aux Français ».

A propos de la formation des milices :

« La population avait fui le combat et s'était installée à Gabiro où elle a été menacée par des bandits, à tel point que l'ex-bourgmestre a proposé de recruter les jeunes volontaires qui devaient faire la patrouille. Il a été demandé à chaque ex-conseiller de dresser une